

Une solidarité en miettes

Sociohistoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours, Jean-Noël Retière et Jean-Pierre Le Crom, Presses universitaires de Rennes, 2018, 312 p.

Giacomo Canepa

DANS **REVUE DES POLITIQUES SOCIALES ET FAMILIALES** 2022/3 (N°144), PAGES 105 À 107
ÉDITIONS **CAISSE NATIONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES**

ISSN 2431-4501

DOI 10.3917/rpsf.144.0105

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-des-politiques-sociales-et-familiales-2022-3-page-105.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Caisse nationale d'allocations familiales.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Une solidarité en miettes

Sociohistoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours

Jean-Noël Retière
et Jean-Pierre Le Crom

Presses universitaires de Rennes, 2018, 312 p.



Giacomo Canepa

Postdoctorant en histoire contemporaine, Scuola normale superiore, Pise, Italie.¹

Alors que l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) signale une nette augmentation des volumes distribués par les associations et une hausse des inscriptions à l'aide alimentaire d'urgence (Drees, 2021), cet ouvrage de sociohistoire se révèle particulièrement précieux : si son questionnement principal porte sur les acteurs, les pratiques et les discours de l'aide alimentaire en France pendant les trois dernières décennies, marquées par l'affirmation et la consolidation de nouvelles initiatives (la Banque alimentaire, les Restos du cœur) s'ajoutant aux héritages de la période précédente (les Conférences Saint-Vincent de Paul, le Secours catholique, le Secours populaire), cette recherche tient compte de l'histoire longue de la philanthropie et de la charité, y compris pendant les Trente Glorieuses, époque à laquelle elles étaient considérées comme appartenant à un monde révolu.

Signé par le sociologue J.-N. Retière et l'historien du droit J.-P. Le Crom², connu pour ses travaux sur la protection sociale sous Vichy (Le Crom, 2013), l'ouvrage réactualise un rapport de recherche produit en réponse à un appel d'offres du ministère de l'Emploi et de la Solidarité en 2000 (Le Crom et Retière, 2000). Les travaux plus récents des auteurs ont permis une mise à jour bibliographique partielle, que l'on entrevoit essentiellement dans l'introduction qui présente le problème sous l'angle humanitaire, devenu le visage contemporain de la question sociale. Les chercheurs tracent les contours de ce qu'ils identifient comme un véritable champ de l'aide alimentaire, c'est-à-dire un microcosme social relativement autonome caractérisé par la montée en puissance d'une logique de spécialisation (p. 11). L'analyse de ces mutations se base, malgré le sous-titre très général de l'ouvrage, sur un cas d'étude dont J.-N. Retière et J.-P. Le Crom ne manquent pas, avec une grande modestie, de souligner les spécificités : la ville de Nantes et son agglomération. Si les décalages avec la situation nationale n'autorisent pas la généralisation des propos, le choix d'un terrain s'avère pertinent dans la mesure où il permet de mobiliser de nombreuses sources : des archives publiques, privées et personnelles, le dépouillement de la presse locale, une cinquantaine d'entretiens avec divers acteurs, menés principalement entre 1999 et 2000, et l'observation sociologique des espaces des associations locales participant à la construction du champ de l'aide alimentaire.

1. Le contenu de ce compte rendu n'engage que son auteur.

2. J.-N. Retière est professeur émérite de sociologie à l'université de Nantes. J.-P. Le Crom est historien du droit, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à Nantes.

L'ouvrage se compose d'un premier chapitre qui présente de manière chronologique les organisations publiques et privées actives à Nantes dans le champ de l'aide alimentaire. La périodisation prend comme point de départ la législation sociale des années 1930, notamment la création des assurances sociales et des allocations familiales, qui n'a pas fait disparaître la philanthropie traditionnelle. L'ouvrage aborde ensuite la période de la guerre, marquée par le rationnement alimentaire et le rôle de tutelle du Secours national³, et plus brièvement les Trente Glorieuses, qui auraient peut-être méritées plus d'attention. Le début de la période des « Quarante piteuses », avec les réponses à la « nouvelle pauvreté » caractérisée par la désocialisation et le développement de la configuration actuelle du champ de l'aide alimentaire, est décalé au milieu des années 1980.

Les chapitres suivants sont consacrés aux évolutions de l'engagement des bénévoles associatifs (dont la sécularisation n'a pas modifié l'extraction catholique), à la composition hétéroclite de la population bénéficiant d'une aide alimentaire, montrée à travers le regard des associations, et aux mutations des typologies du don. Cette étude sur le long cours montre efficacement pourquoi et comment l'activité des bénévoles se déploie de plus en plus à l'intérieur d'un cadre prescrit et soumis à des normes managériales (compétences demandées, chiffrage des résultats, stratégies de marketing). L'un des effets est la progressive transformation du lexique utilisé par les associations, les notions d'« ayant droit » et de « bénéficiaires » prenant le dessus sur les catégorisations des décennies précédentes qui relevaient du lexique des « pauvres » et des « assistés ».

Les deux derniers chapitres portent sur la compatibilité entre l'humanitaire et l'esprit d'entreprise – offrant notamment une analyse de la filière caritative d'approvisionnement qui inclut les aides apportées par les pouvoirs publics aux agriculteurs dans le cadre des retraits d'État et les dons des enseignes de la grande distribution – et sur les relations avec les pouvoirs publics (sans pourtant expliquer les modalités du passage de la défiance réciproque des années 1950 à des relations plus apaisées avec des associations qui parviennent désormais à s'inscrire dans la continuité des initiatives incitatives du revenu minimum d'insertion [RMI]).

Cet ouvrage vise l'exhaustivité dans la reconstruction du champ nantais – des formes d'assistance autres que l'aide alimentaire sont opportunément évoquées – mais il laisse ouvertes d'autres questions qui pourraient faire l'objet d'approfondissements futurs. L'attention au vocabulaire utilisé par les acteurs met en effet en lumière des points de vue différents sur le champ qu'ils constituent, ouvrant ainsi la voie à l'étude de la cohérence du discours des bénévoles nantais sur le rôle des associations par rapport à celui des organismes nationaux dont ils font partie. Le discours des autorités extérieures au champ de l'aide alimentaire mériterait en outre d'être analysé : par exemple, comment les autorités ecclésiastiques définissent-elles les objectifs des organismes caritatifs catholiques et leurs différences par rapport aux autres organismes associatifs, pourtant bien soulignées par les auteurs ? Les formes de coordination entre les acteurs sont efficacement montrées pour les années récentes, caractérisées par le rôle de la Banque alimentaire ; en mettant en perspective ces développements avec les années 1950 et 1960 (par exemple, l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux [Uniopss]), les continuités et les discontinuités auraient pu être mises en évidence. Par ailleurs, si cette recherche se concentre sur le milieu associatif, des études à venir sur l'aide alimentaire pourraient inclure également les acteurs publics : la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (Ddass), dont le mécontentement vis-à-vis des œuvres qui nient le financement public, par crainte que son importance n'entraîne un enraiment des dons privés, est ponctuellement évoquée ; les préfets et les maires, porteurs, lors d'événements officiels comme dans les relations avec les œuvres,

3. Le Secours national était l'organisme de solidarité centralisant l'aide aux civils en 1914-1918 et 1939-1945.

d'un discours qui façonne la place de l'humanitaire dans la société et les liens avec l'aide sociale, ou plus tard avec l'insertion, et qui contribue ainsi, n'est-ce que par réaction, à forger la perspective des associations. Enfin, les auteurs mobilisent la notion de « *philanthropisation de l'esprit public* » (p. 247) pour décrire l'impossibilité des élus à négliger la légitimité que les structures les plus en vue ont acquise auprès des électeurs. Cependant, une analyse plus fine de ces discours aurait pu apporter des éléments ultérieurs permettant de dépasser la dichotomie entre un État bureaucratique et une charité paternaliste qui a longtemps caractérisé les études sur le sujet. L'ouvrage, en effet, montre efficacement que l'importance du financement public dans les budgets des associations ne doit pas conduire à remettre en cause le désengagement de l'État vis-à-vis des populations nécessiteuses : l'élargissement du rôle des associations, qui se prolonge au-delà de celui de « *voiture-balai* » (p. 301), relève en effet autant de leur ambition à investir de nouveaux terrains que du désengagement de l'État. En lieu et place de la protection légale offerte par les services publics se met en place une solidarité en miettes, gérée par les différentes associations de bénévoles.

En substance, cette sociohistoire de l'aide humanitaire à Nantes réussit à entrer dans les coulisses d'une *mixed economy of welfare*⁴, plutôt que de se borner à utiliser l'expression comme un habile passe-partout. On peut souhaiter que d'autres analyses de cas locaux, dans le sillage du renouveau historiographique entamé par A. Brodiez-Dolino (2013), viennent prolonger l'ambition de ce volume. Son intérêt est doublé par l'utilité de plusieurs remarques des auteurs, par exemple sur les logiques qui entraînent la naissance des associations, le bouleversement de l'économie du don par l'essor de la distribution des denrées en nature, l'investissement de la grande distribution pour des raisons autres que symboliques, la disponibilité des biens à distribuer du fait de l'institution des normes d'étiquetage par la Communauté européenne en 1978, ou bien les politiques menées par cette dernière, sous la présidence de J. Delors, en matière d'aide alimentaire. Si l'historien disposant d'une bonne connaissance des enjeux plus globaux de l'aide sociale pourra apprécier l'ouvrage dans sa richesse, il peut être recommandé à tout acteur et chercheur de l'aide alimentaire, en France et à l'étranger, dans la mesure où il parvient à historiciser et à problématiser l'actuel « émiettement » de la solidarité.

Références bibliographiques

- Brodiez-Dolino A., 2013, *Combattre la pauvreté : vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours*, Paris, CNRS éditions.
- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), 2021, *Aide alimentaire : une hausse prononcée des volumes distribués par les associations en 2020*, communiqué de presse, <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/communique-de-presse/aide-alimentaire-une-hausse-prononcee-des-volumes-distribues-par-les> (consulté le 30 août 2021).
- Le Crom J.-P., 2013, *Au secours, Maréchal ! L'instrumentalisation de l'humanitaire (1940-1944)*, Paris, Presses universitaires de France.
- Le Crom J.-P., Retière J.-N., 2000, *Nourrir, vêtir. Sociohistoire de la solidarité d'urgence à Nantes (1930-2000)*, rapport scientifique, Paris, Fondation de France, Crédit coopératif.

4. Le concept d'économie mixte de la protection sociale a été développé depuis les années 1980 pour indiquer que l'État n'est pas le seul acteur de la protection sociale. Au contraire, il agit en collaboration avec des organisations bénévoles, les solidarités familiales et des organismes privés à but lucratif.